

paix - dont Lester Pearson - ont déploré le fait que la communauté internationale ait été incapable de faire la paix. La crise du Golfe nous ramène au principe voulant que la meilleure garantie de la paix soit la garantie que l'agression ne sera pas acceptée.

Les États-Unis sont revenus aux Nations Unies. D'autres États aussi. De ce fait, des objectifs nationaux ont été modifiés, des compromis ont été acceptés et un consensus a été édifié. Quel intérêt une grande puissance pourrait-elle avoir à revenir plus tard à cette Organisation, à accepter des compromis et à rechercher un consensus si maintenant, après tous ces efforts, on laisse impuni l'un des pires actes d'agression en 50 ans? Et quels intérêts canadiens pourraient être servis en récompensant l'action unilatérale - que ce soit celle de Saddam Hussein ou d'autres agresseurs ou celle d'autres pays réagissant à une telle agression?

Je ne veux pas exagérer. S'il y a une guerre dans le Golfe, ce ne sera pas la dernière de toutes les guerres. Mais je ne veux pas non plus exagérer dans l'autre sens. Il n'y aura aucun espoir d'empêcher l'agression, aucun espoir de contrer l'agression et aucun espoir de maintenir la paix ou de faire la paix dans la coopération si la communauté internationale abandonne maintenant l'ONU.

Dans ses mémoires, Lester Pearson rappelle l'un des épisodes les plus affligeants de la diplomatie internationale des années 30, un épisode qui a contribué à ouvrir la voie à la Guerre mondiale qui allait suivre. Il s'agit de l'examen, par la Ligue des Nations, des mesures à prendre pour faire échec à l'invasion sans provocation de l'Éthiopie, autre petit pays, par l'Italie.

M. Pearson qui, à cette époque, était délégué canadien auprès de la Ligue des Nations, décrit la fermeté enthousiaste du début, le consensus encourageant sur la nécessité d'imposer des sanctions et de mettre fin à l'agression italienne.

Il détaille ensuite l'érosion graduelle de ce consensus, le fléchissement de la détermination, à mesure que la crainte gagnait un gouvernement après l'autre, tout préoccupés qu'ils étaient de leur propre intérêt égoïste. Ce qui aurait dû sauver la Ligue des Nations l'a en fait menée à sa perte, et le monde s'est rapproché à grands pas de la guerre. M. Pearson termine ainsi ses remarques:

«Pour que la sécurité collective soit vraiment garante de la paix, il faut que tous les États membres soient prêts et décidés à participer au genre d'action, économique ou militaire, qui s'impose précisément pour prévenir ou stopper l'agression. Si ce n'est pas le cas, un agresseur n'a rien